

Panel régional de conjoncture

Suivi de la situation économique

Avril 2014



Panel régional de conjoncture

Suivi de la situation économique

Avril 2014

Méthodologie

Les résultats présentés sont issus du panel de conjoncture « suivi de la situation économique » CCIR / CCIT de Rhône-Alpes.

377 TPE-PME représentatives de l'industrie, du BTP, du commerce et des services, interrogées dans l'ensemble des départements de Rhône-Alpes du 1^{er} au 15 avril 2014.

Dans la lignée de 2013, et conformément aux prévisions des entreprises, le bilan du 1^{er} trimestre est globalement défavorable.

Les baisses de chiffre d'affaires restent plus fréquentes que les hausses, notamment dans le BTP, l'hôtellerie-restauration et, de manière générale, dans les activités tournées vers les particuliers. Le bilan est par contre équilibré pour les services aux entreprises et l'est pratiquement pour l'industrie.

C'est pour les TPE que la situation est la plus délicate ; elle est plus favorable pour les PME d'au moins 50 salariés. Les entreprises disent souffrir principalement du manque de vigueur de l'activité mais aussi, de plus en plus, de la complexité et de l'instabilité réglementaire. Les difficultés de trésorerie qui touchent plus de quatre TPE-PME sur dix sont au plus haut.

Les perspectives pour le printemps sont un peu moins défavorables qu'au 1^{er} trimestre, avec de nettes différences suivant les secteurs d'activité et la taille des entreprises. Mais la meilleure visibilité des entreprises sur 2014 se traduit par une dégradation des prévisions d'activité annuelles. Globalement, les prévisions en matière d'emploi sont stables et l'investissement résiste, même si le nombre de nouveaux projets est en repli.

Activités

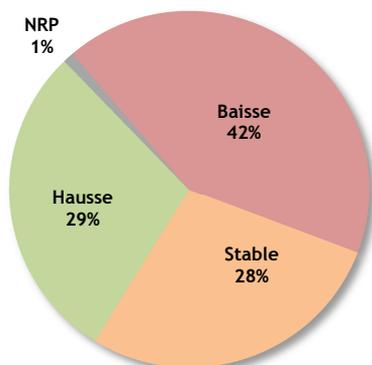
UN BILAN TOUJOURS DEFAVORABLE

Au premier trimestre, 29% seulement des TPE-PME de Rhône-Alpes disent avoir bénéficié d'une hausse de chiffre d'affaires, par rapport à la même période de 2013. Elles sont sensiblement plus (42%) à avoir enregistré une baisse, soit un solde « part à la hausse - part à la baisse » de -13. Ces chiffres sont quasi identiques à ceux du bilan annuel 2013 et s'inscrivent donc dans la tendance globalement défavorable des derniers trimestres.

Cette situation défavorable était anticipée par les chefs d'entreprise dans leurs prévisions de début janvier.

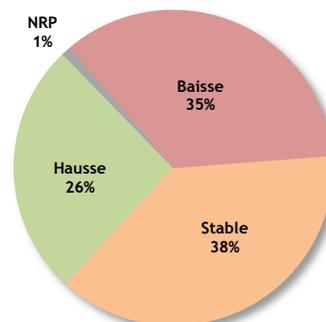
Quelle évolution du chiffre d'affaires pour le 1^{er} trim. 2014 par rapport au 1^{er} trim. 2013 ?

Source : CCIR Rhône-Alpes



Quelle tendance en termes de chiffre d'affaires pour le 3^{ème} trimestre 2013 (par rapport au 3^{ème} trimestre 2012)

Source : CCIR Rhône-Alpes



Les baisses de chiffre d'affaires sont particulièrement nombreuses dans l'hébergement-restauration où elles touchent les deux tiers des entreprises. De manière générale, le commerce de détail et les services aux particuliers sont très mal orientés. Pour l'ensemble de ces activités le solde « hausse - baisse » est de -32. Différents chefs d'entreprise enquêtés soulignent spontanément la frilosité des consommateurs.

Le contraste est net avec les activités tertiaires tournées vers les entreprises où les hausses et les baisses de chiffre d'affaires s'équilibrent (solde de -1), avec cependant de fortes nuances suivant les secteurs. Si les hausses prédominent dans les services informatiques, près de la moitié des transporteurs-logisticiens est confrontée à une baisse de chiffre d'affaires (avec un solde « hausse - baisse » de -15 dans le secteur).

Dans l'industrie, les hausses (32%) sont presque aussi nombreuses que les baisses (35%, soit un solde de -3). La situation apparaît par contre très difficile dans le BTP où seules 12% des TPE-PME ont bénéficié d'une hausse de chiffre d'affaires et où le solde « hausse - baisse » s'établit à -33.

Plus la taille des entreprises est petite, plus l'évolution des chiffres d'affaires a été défavorable ; le solde « part à la hausse - part à la baisse » est de -24 pour les TPE, de -13 pour les PME de moins de 50 salariés et de seulement -1 pour les PME d'au moins 50 salariés.

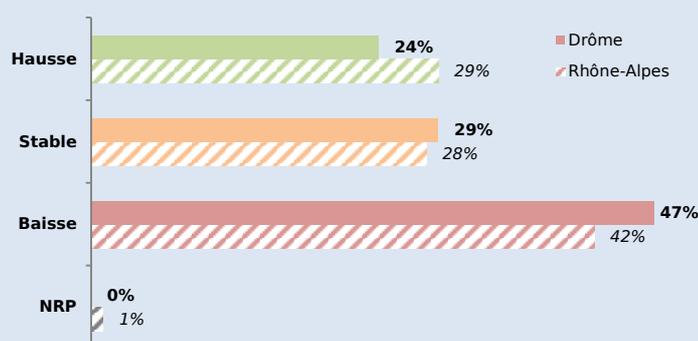
Pour les entreprises exportatrices, les pourcentages de hausse et de baisse sont identiques (37%).

Zoom sur les résultats drômois

40 entreprises drômoises ont répondu à cette dernière enquête.

Secteur	Nbre
Industrie	19
Serv. E/ses	10
Commerce	8
BTP	2
Serv. Pers.	1
Total	40

Quelle a été la tendance du CA de votre entreprise au 1^{er} trim. 2014 (par rapport au 1^{er} trim. 2013) ?

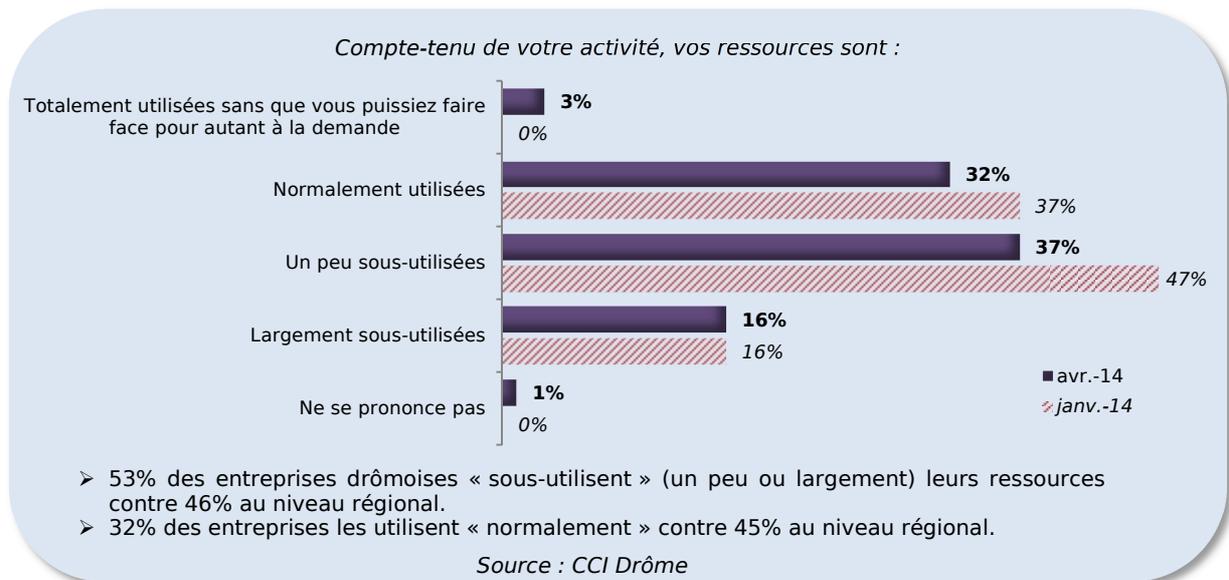


UNE MOINDRE UTILISATION DES CAPACITES DE PRODUCTION

Début avril, 45% des TPE-PME estiment utiliser normalement leurs capacités de production et 8% les utiliser en totalité sans pouvoir faire face à toute la demande. Le total des deux (53%) est inférieur de 5 points à celui mesuré en tout début d'année. Il est aussi inférieur, de 3 points, à celui observé en avril 2013.

Cette baisse de l'utilisation des capacités de production au cours des trois derniers mois a été modérée dans l'industrie (-3). Elle a été très marquée dans le transport-logistique (-11), le commerce de gros (-19) et encore plus dans le BTP (-22). Dans ce secteur, près des deux-tiers des entreprises disent être en situation de sous-utilisation de leurs capacités de production.

Comme pour les chiffres d'affaires, la situation en matière d'utilisation des capacités de production présente des différences selon la taille des entreprises. Pour les PME de 50 salariés et plus, on observe même une légère hausse (+4 points).



PRES DES DEUX TIERS DES ENTREPRISES DISENT SOUFFRIR DU MANQUE DE VIGUEUR DE L'ACTIVITE

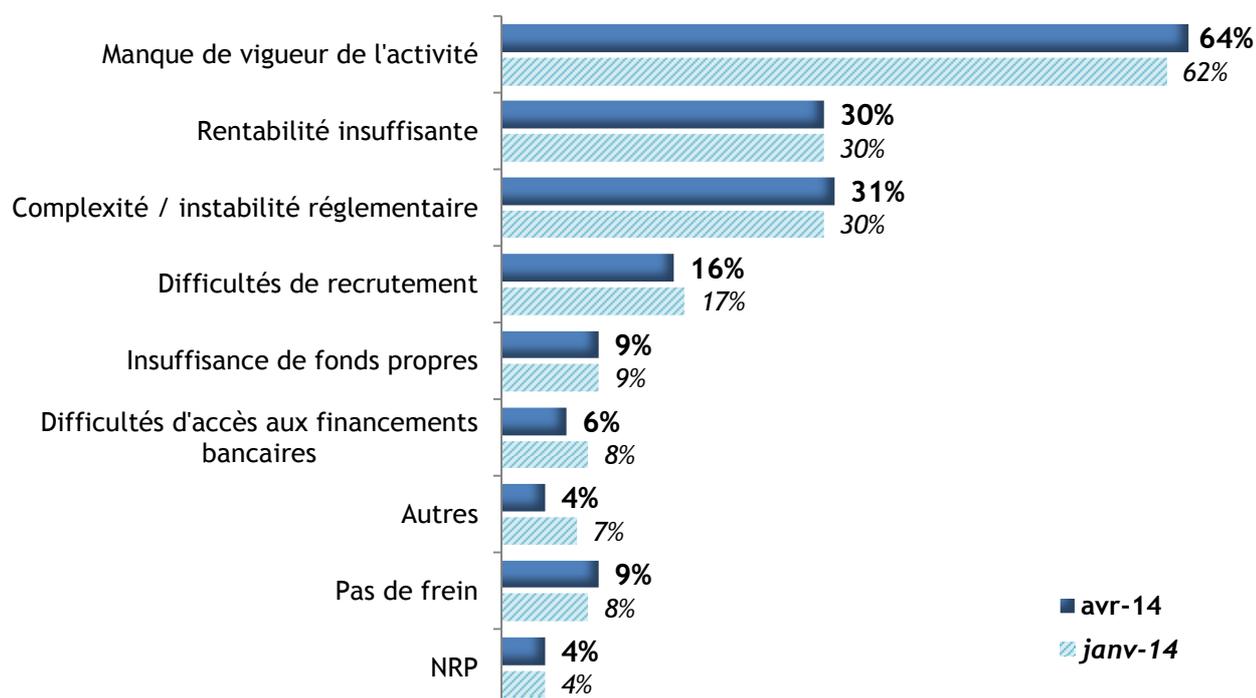
Le principal frein au développement des TPE-PME demeure de très loin le manque de vigueur de l'activité. Ce problème est mis en avant par 64% des chefs d'entreprise (+2 points par rapport à janvier, +5 points par rapport à octobre). Dans l'hôtellerie-restauration, ce pourcentage monte à 71%.

L'instabilité/complexité réglementaire est le deuxième frein le plus cité. Le niveau record enregistré lors de la précédente enquête se confirme et progresse même d'un point à 31%. Par rapport à avril 2013, la hausse est de 8 points. C'est pour les PME de 10 à 49 salariés que ce pourcentage est le plus élevé (39%). De nombreux commentaires spontanés attirent l'attention sur ce sujet. Ainsi des professionnels de l'immobilier observent que leur secteur sera lourdement impacté en 2014 par la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR).

L'importance relative des autres freins ne subit pas de modification. La rentabilité insuffisante, toujours mentionnée par 30% des TPE-PME, demeure le troisième frein le plus cité. Elle est fortement mise en avant dans le transport-logistique (taux de citation de 52%) et le BTP (45%).

Les difficultés de recrutement (16%, -1 point) sont maximales dans le commerce de gros où elles touchent près d'une entreprise sur trois. Elles sont un peu supérieures à la moyenne dans l'industrie.

Le développement de votre entreprise est-il affecté ou freiné par (plusieurs réponses possibles)
Source : CCIR Rhône-Alpes



Pour les entreprises drômoises, les 3 principaux freins sont :

- ☞ Le manque de vigueur de l'activité : 63% (-2 points par rapport à l'enquête précédente) ;
- ☞ La complexité/instabilité réglementaire : 34% (+4 points) ;
- ☞ Une rentabilité insuffisante : 24% (-14 points).

LES DIFFICULTÉS DE TRÉSORERIE AU PLUS HAUT

Les difficultés de trésorerie qui s'étaient atténuées en début d'année repartent à la hausse pour atteindre un niveau record. Début avril, 41% des TPE-PME disent être en situation difficile ou très difficile (+6 points en trois mois).

C'est dans le BTP (+12) et l'ensemble des services aux entreprises (+12) que la hausse des difficultés de trésorerie est la plus forte. On note par contre une sensible amélioration (-12) dans le commerce de gros.

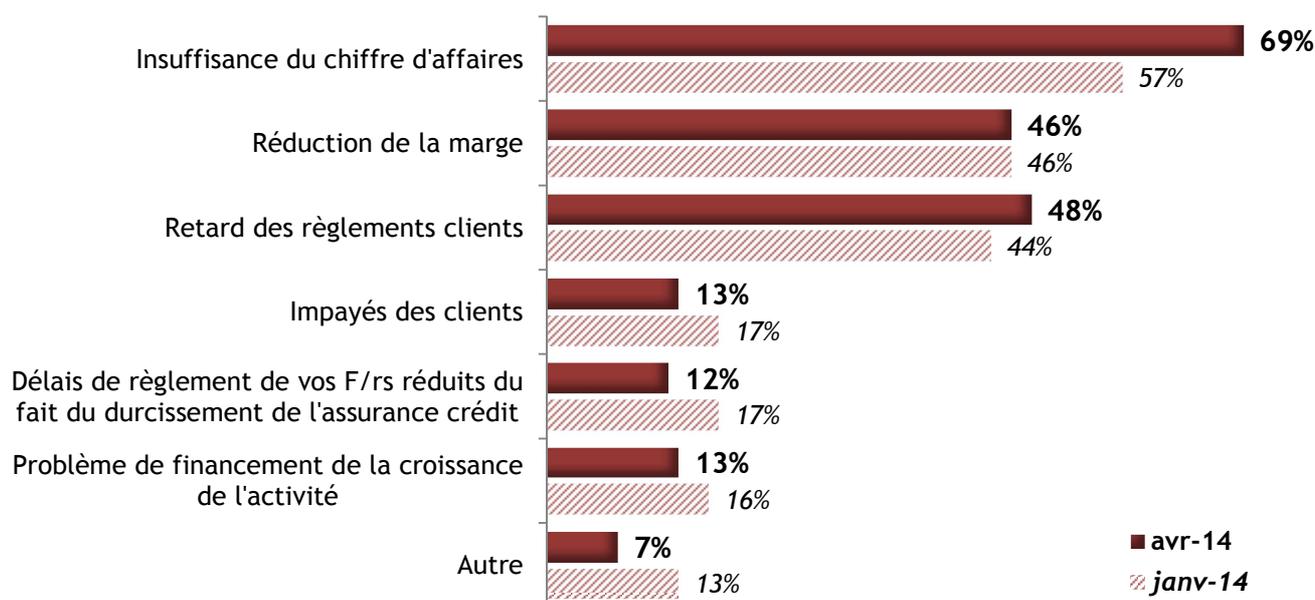
La proportion d'entreprises disant rencontrer des difficultés est proche de 50% dans le commerce de détail, l'hôtellerie-restauration et le BTP.

Le niveau de difficultés varie toujours avec la taille des entreprises (45% pour les TPE pour seulement 32% pour les PME d'au moins 50 salariés), même si les différences tendent à s'estomper.

Près de sept TPE-PME sur dix connaissant des difficultés de trésorerie citent l'insuffisance du chiffre d'affaires comme raison à ces difficultés. Ce motif est en nette progression par rapport à janvier (+12 points) et s'affirme de nouveau clairement comme la première cause de difficultés. Il devance les retards de règlement des clients (+4 points à 48%) et la réduction des marges (stable à 46%).

Les retards de règlement culminent à 71% dans le commerce de gros où ils constituent la première cause de difficulté. Ils touchent six entreprises sur dix dans l'industrie, le transport-logistique, les services informatiques et le BTP. Dans ce dernier secteur, la principale raison citée par 65% des TPE-PME est la réduction des marges.

Pour les entreprises dont la situation financière est difficile ou très difficile, les causes sont les suivantes (plusieurs réponses possibles)
Source : CCIR Rhône-Alpes



45% (+3 points) des entreprises drômoises jugent leur situation de trésorerie « difficile » et 5% (-3 points) « très difficile ».

Les 3 principales causes de ces difficultés sont :

- ☞ Le retard des règlements client : 68% (+35 points par rapport à l'enquête précédente) ;
- ☞ L'insuffisance du CA : 63% (+7 points) ;
- ☞ La réduction de la marge : 53% (+14 points).

DES PERSPECTIVES A COURT TERME UN PEU MOINS NEGATIVES

Pour le deuxième trimestre, 20% des TPE-PME prévoient début avril une hausse de leur chiffre d'affaires, 29% anticipaient une baisse, soit un solde « part à la hausse – part à la baisse » de -9. S'il reste négatif, ce solde s'améliore de cinq points par rapport aux prévisions faites début janvier pour le premier trimestre.

Pour les entreprises exportatrices, les perspectives pour le deuxième trimestre sont plus favorables ; le solde entre hausses et baisses est de +5 points.

Les évolutions sont très diverses suivant les secteurs d'activité. Les entreprises prévoyant une baisse de chiffres d'affaires sont ainsi nettement moins nombreuses que début janvier dans le transport-logistique (30% contre 61%) ; de manière générale la part des baisses se réduit dans les services aux entreprises. Inversement, les TPE-PME du BTP sont plus pessimistes : 43% d'entre elles s'attendent à une baisse de chiffre d'affaires (+10 points par rapport aux prévisions exprimées en janvier pour le 1^{er} trimestre) et le solde entre hausses et baisses s'établit à -26.

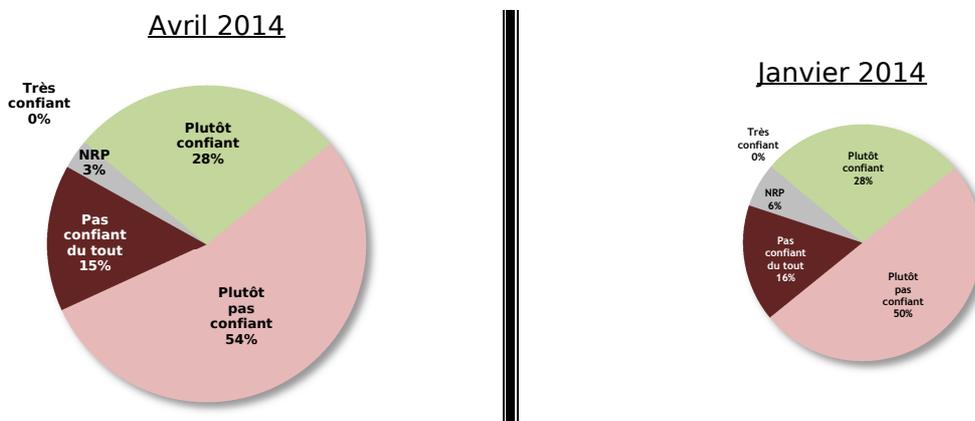
Les perspectives se dégradent pour les TPE (avec une part de baisses attendue de 32%, +5 points), elles sont stables pour les PME de 10 à 49 salariés (30%) et s'améliorent au contraire pour les PME de 50 salariés et plus (26%, -7 points).

Le ressenti des chefs d'entreprise sur le climat économique général reste très dégradé. Moins d'un tiers d'entre eux (28%, comme en janvier) exprime un sentiment de confiance. Il faut cependant noter qu'il y a un an, en avril 2013, ils étaient encore moins nombreux (23%).

La part des « pas du tout confiant » s'établit à 15% ; elle est quasi identique à celle mesurée en janvier (-1 point).

La part des « pas du tout et des plutôt pas confiant » est de 69% (+3 points). Elle atteint un maximum de 87% dans l'hôtellerie-restauration. De manière générale, elle est très élevée, et en progression, dans l'ensemble des services aux particuliers et dans le commerce de détail. Cette progression du pessimisme se vérifie dans tous les secteurs à l'exception de l'industrie (-3 points à 65%).

Quel est votre ressenti sur la situation économique générale - Source : CCIR Rhône-Alpes



En Drôme, 30% des entreprises sont « plutôt confiantes » :

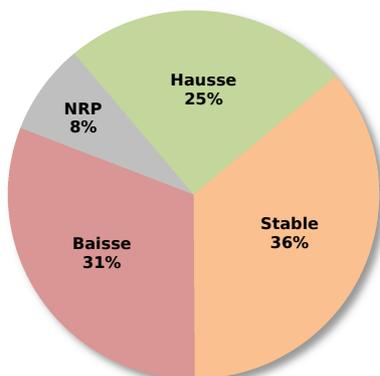
Secteur	Nbre	Industrie	Serv. E/ses	Commerce	BTP	Serv. Pers.
Plutôt confiant	12	9	1	1	1	1
Plutôt pas confiant	19	6	5	7	1	
Pas du tout confiant	7	3	3			
NRP	2	1	1			
Total	40	19	10	8	2	1

LES PERSPECTIVES POUR L'ENSEMBLE DE L'ANNEE 2014 SE DEGRADENT LÉGEREMENT

Interrogées début avril sur leurs perspectives d'activité pour l'ensemble de l'année 2014, 25% des TPE-PME anticipent une hausse, 31% une baisse, soit un solde « part à la hausse - part à la baisse » de -6. Début janvier, ce solde était quasi équilibré (-1). Assez logiquement, la visibilité sur l'année 2014 s'améliore, les non-réponses passent de 19% en janvier à 8%. Les entreprises qui ne savaient pas se prononcer en tout début d'année expriment désormais plutôt des perspectives de baisse.

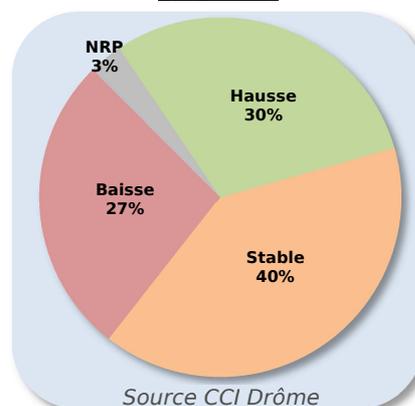
On peut souligner cependant que les perspectives exprimées il y a un an à la même époque pour l'année 2013 étaient largement plus négatives (solde « hausse - baisse » de -19).

Quelle tendance pour 2014 pour votre chiffre d'affaires (par rapport à 2013) ?
En Rhône-Alpes



Source CCIR Rhône-Alpes

En Drôme



Source CCI Drôme

Les prévisions pour 2014 sont assez variables suivant les secteurs. Le solde entre les prévisions à la hausse et les prévisions à la baisse est équilibré dans l'industrie (-1), alors qu'il est très nettement négatif dans le BTP (-21). Il est de +8 pour les entreprises exportatrices.

Dans le secteur tertiaire, commerces et services, le contraste est très net entre les activités dédiées aux entreprises (solde de +9 malgré des perspectives moroses dans le transport-logistique) et celles tournées vers les particuliers (solde de -21). C'est dans l'hôtellerie-restauration que les chefs d'entreprise sont les plus pessimistes pour 2014 (solde de -32).

LES TPE-PME TOUJOURS EN CONQUETE DE NOUVEAUX MARCHES ET D'INNOVATION

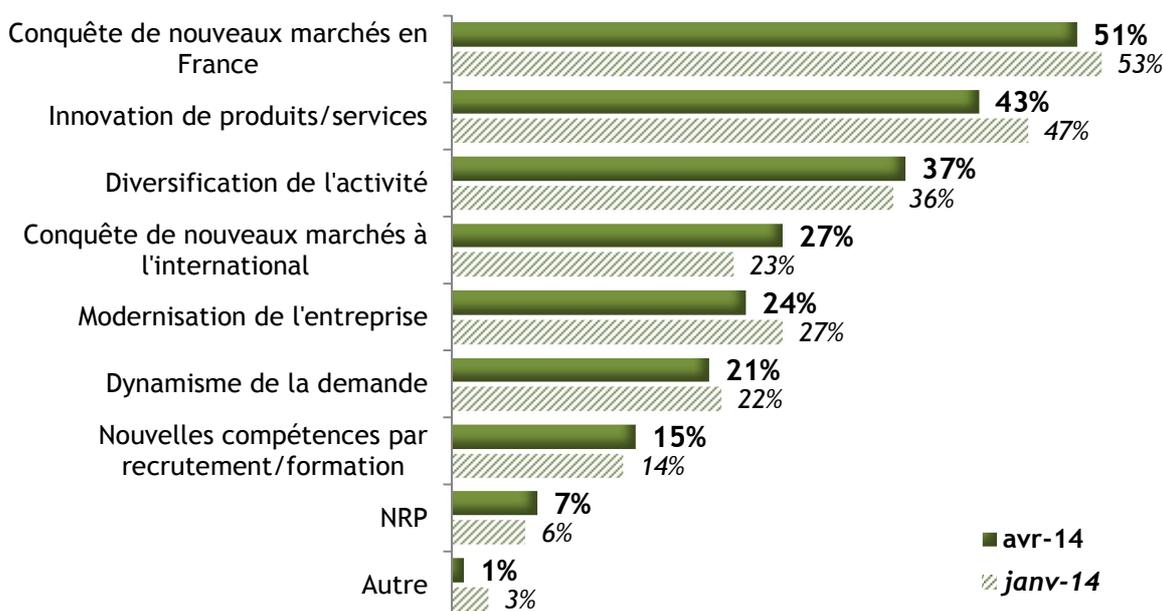
Pour développer leur activité, les TPE-PME parient toujours en premier lieu sur la conquête de nouveaux marchés en France (51%) et l'innovation des produits et services (43%), même si ces deux éléments sont un peu moins cités qu'en janvier (respectivement -2 et -4 points).

De manière générale, on n'observe pas d'évolution majeure dans la stratégie des TPE-PME. On peut cependant noter que les chefs d'entreprise sont un peu plus nombreux qu'en janvier à tabler sur les marchés étrangers (27%, +4 points).

Dans l'industrie, la conquête de nouveaux marchés à l'international est citée par près de six entreprises sur dix, pratiquement au même niveau que la conquête de nouveaux marchés dans l'hexagone.

La diversification de l'activité est un objectif recherché par une entreprise du BTP sur deux (+9 points par rapport à janvier).

Sur quels éléments vous appuyez-vous pour assurer le développement de votre activité (plusieurs réponses possibles) - Source : CCIR Rhône-Alpes



Pour les entreprises drômoises, les 4 principaux éléments de développement sont :

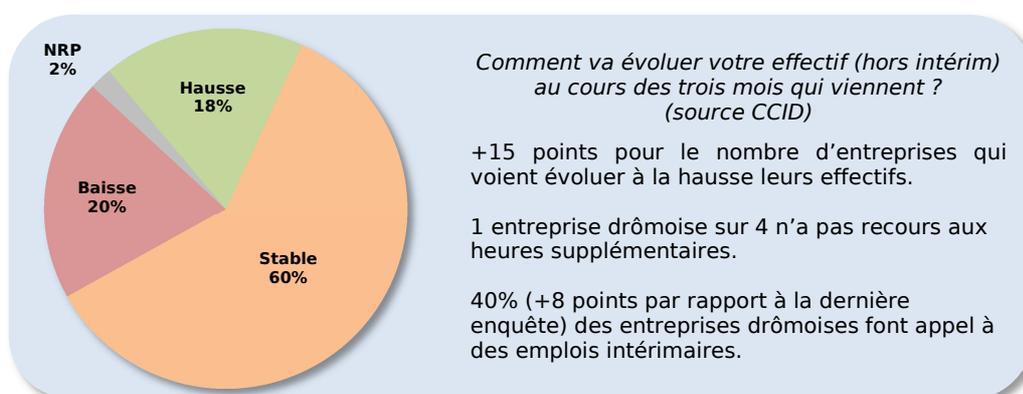
- ☞ La conquête de nouveaux marchés en France : 47% (-4 points par rapport à l'enquête précédente) ;
- ☞ La diversification de l'activité : 45% (+4 points) ;
- ☞ L'innovation de produits/services : 42% (+4 points) ;
- ☞ La modernisation de l'entreprise : 34% (+4 points).

Perspectives en matière d'emploi et d'investissement

DES PERSPECTIVES STABLES EN MATIERE D'EMPLOI

Si les prévisions d'activité restent défavorables, les perspectives en matière d'emploi apparaissent stables. Début avril, près des trois quarts des TPE-PME ne pensent pas que leur effectif va évoluer au printemps. 12% comptent l'augmenter et 12% également le réduire. Pour rappel, le solde « part à la hausse - part à la baisse » était de -3 début janvier.

Ce solde est très négatif dans le BTP (-14), encore plus qu'en début d'année. Il est par contre largement positif pour les activités de services aux entreprises (+21) si on ne tient pas compte du transport-logistique dont le solde est comme il y a trois mois nettement négatif (-18).



Si les situations varient fortement suivant les secteurs d'activité, on n'observe pas de réelle différence dans les perspectives d'emplois suivant la taille des entreprises.

Les entreprises qui diminuent le recours aux heures supplémentaires (15%) demeurent sensiblement plus nombreuses que celles qui l'augmentent (4%). 41% des TPE-PME ne font pas appel aux heures supplémentaires. Ces différents pourcentages sont très proches de ceux mesurés lors de la précédente enquête de janvier. A noter cependant que le recours aux heures supplémentaires a sensiblement reculé dans le BTP.

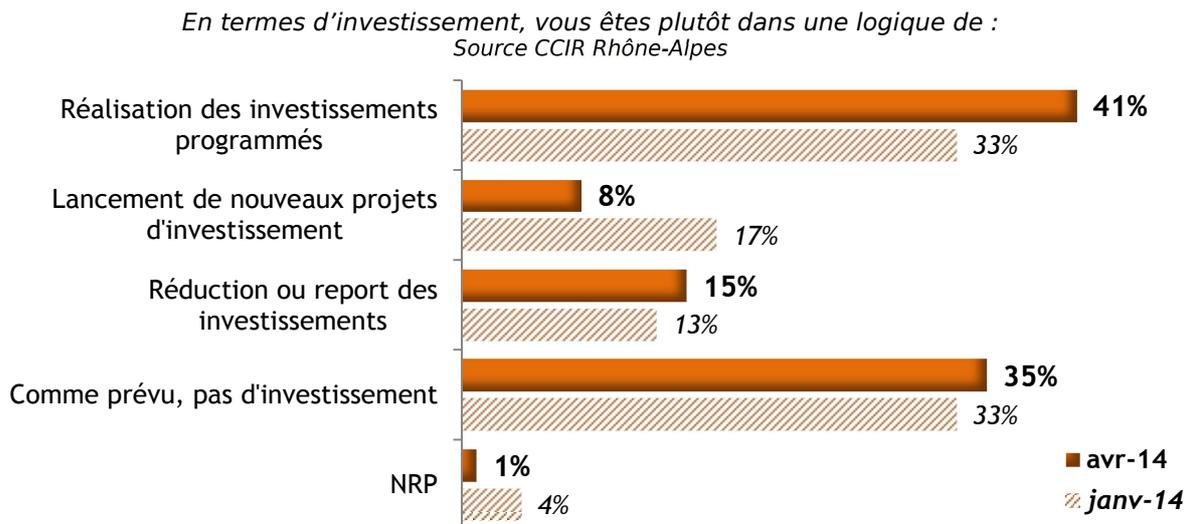
L'intérim pour sa part est toujours orienté à la baisse (il est en diminution pour 11% des entreprises et en augmentation pour 6% d'entre elles). 60% des TPE-PME n'ont pas recours au travail intérimaire (soit 2 points de moins qu'en janvier). L'intérim est en fort repli dans le BTP, de manière encore plus marquée qu'en début d'année.

GLOBALEMENT L'INVESTISSEMENT RESISTE MAIS LE NOMBRE DE NOUVEAUX PROJETS SE REDUIT

Début avril, 41% des TPE-PME déclarent être dans une logique de réalisation des investissements programmés. C'est 8 points de plus qu'en janvier.

Mais cette évolution positive est contrebalancée par la forte chute des entreprises évoquant de nouveaux projets d'investissement : de 17% en janvier leur part tombe à 8%.

Au total la proportion des entreprises étant dans une logique d'investissement apparaît stable par rapport à janvier (49%, -1 point). On peut observer qu'elle est sensiblement supérieure à celle observée un an auparavant lors de l'enquête d'avril 2013 (42%).



Entre janvier et avril, les intentions d'investissement sont en très nette baisse dans l'hôtellerie-restauration et, dans une moindre mesure, dans le BTP et l'immobilier. Dans ces deux derniers secteurs, deux tiers des entreprises n'investissent pas ou reportent/réduisent leurs investissements.

En Drôme, en termes d'investissement, les entreprises sont dans une logique de :

- ☞ Réalisation des investissements programmés : 40% (+10 point par rapport à la dernière enquête) ;
- ☞ Lancement de nouveaux projets d'investissement : 12% (-2 points) ;
- ☞ Réduction ou report des investissements programmés : 12% (-12 points) ;
- ☞ Comme prévu, pas d'investissement : 32% (inchangé).

REMERCIEMENTS

La Chambre de Commerce de la Drôme remercie les entreprises interrogées ayant permis, par leur contribution, à la réalisation de cette enquête de conjoncture.



Franck Guigard - Chargé de mission Intelligence Economique

52 - 74 rue Barthélemy de Laffemas - BP 1023

26010 Valence Cedex

T. 04 75 75 87 24 - F. 04 75 75 87 02

www.drome.cci.fr